

Texte version intermédiaire.

Race et hiérarchie.

La logique politique des massacres en Afghanistan (1978-2000).

La guerre civile qui s'achève aujourd'hui en Afghanistan a son origine immédiate dans le coup d'Etat de 1978 qui porte au pouvoir les militants communistes du Hezb-i demokrâtik-i khalq-i Afghanistan (Parti Démocratique du Peuple Afghan). En quelques mois, les campagnes deviennent incontrôlables et, pour éviter l'effondrement d'un régime miné par les dissensions internes, l'URSS envahit l'Afghanistan en décembre 1979. L'occupation soviétique (1979-1989) se heurtant à une forte résistance, les opérations de « pacification » provoquent l'exil de 5 millions de réfugiés en Iran et au Pakistan. Après le retrait soviétique (1989) et la chute du régime de Kaboul (1992), la guerre continue entre différentes factions, notamment dans la capitale, qui est en grande partie détruite. La concurrence entre les groupes armés entraîne ensuite l'élimination des plus faibles et permet finalement au mouvement fondamentaliste des Tâlebân de reconstruire l'Etat, leur dernier opposant, Masud, étant aujourd'hui marginalisé¹.

La guerre a probablement fait plus d'un million de morts, souvent des civils victimes des bombardements². La distinction entre combattants et civils n'est d'ailleurs pas toujours pertinente en Afghanistan, particulièrement jusqu'au milieu des années 1980. En effet, les mojahiddin (combattant de la guerre sainte) étaient au départ les habitants en armes du village, regroupés autour de commandants (autorités civiles et militaires locales). La professionnalisation des combattants, tardive, est restée inachevée. En raison de la spontanéité de la mobilisation, la frontière n'est pas nette entre combattant et non-combattant, ce qui ne doit pas empêcher de constater la fréquence des massacres, c'est à dire la mise à mort d'un groupe d'individus désarmés en dehors de tout processus judiciaire³. Il est avéré qu'en certains endroits, les troupes soviéto-afghanes ont rassemblé, puis exécuté, des populations civiles ou ont délibérément bombardé des villages sans justification militaire⁴. Ces faits s'expliquent par la logique de la

¹ Pour une présentation générale de la guerre nous nous permettons de renvoyer à notre livre, *La révolution afghane*, Karthala, 2 000.

² La population afghane était évaluée à 14 millions environ en 1978.

³ Nous prendrons pour définition du massacre, la mise à mort d'un homme ou d'un groupe désarmé, en dehors de toute culpabilité, mais sur sa dangerosité potentielle, déduite de sa « nature » (appartenance à un groupe ethnique, une classe sociale etc.). Nous ne retenons pas le nombre et l'unité de temps comme critère. En effet, l'exécution d'un seul individu, visé comme représentant d'un groupe, s'inscrit dans la même logique. De même, les assassinats réguliers contre un groupe peuvent avoir le même effet, en étant moins spectaculaire, qu'un massacre (par exemple une petite ville comme Batman où les assassinats ont fait des centaines de victimes dans le cadre de la politique de contre-insurrection).

⁴ Voir par exemple Michael Barry, *Le royaume de l'insolence*, Paris, Flammarion, 1984, p. 23 et s. L'auteur décrit le massacre d'une centaine d'habitants dans le village de Pâdkhwâb-i Shâna, au sud de Kaboul le 13

contre-insurrection et par l'état de délabrement matériel et moral des forces soviétiques. En premier lieu, la stratégie soviétique visait à isoler la guérilla et à gêner son approvisionnement. Dans cette perspective, les bombardements et les massacres avaient pour objectif de vider les zones hors de contrôle du gouvernement. De plus, les troupes soviéto-afghane, peu combattives, répugnaient aux opérations d'infanterie, qui nécessitent un engagement direct, et préféraient les bombardements indiscriminés sur les zones dangereuses. En second lieu, les exactions contre les civils sont la conséquence d'une volonté de vengeance et d'un sentiment d'impuissance des troupes régulières face à une guérilla motivée et très soutenue par la population⁵.

Des crimes de guerre ont également été commis du côté des mojahiddin, particulièrement après le retrait soviétique. Ainsi, en 1989, au moment de l'attaque contre Jalalabad, 75 soldats gouvernementaux ont été abattus et leurs cadavres coupés en morceaux par les hommes de mawlawi Khâles⁶. Par ailleurs, le Hezb-i islami s'est rendu coupables de nombreuses exactions, notamment les bombardements sur Kaboul entre 1992 et 1995, dirigés spécifiquement contre les civils, qui ont fait des dizaines de milliers de morts⁷. En 1997, 2 000 prisonniers Tâlebân ont été massacrés par les hommes de Mâlik (un ancien milicien communiste), lors de la première prise de Mâzar⁸. Les opérations de pacification des Tâlebân ont également donné lieu à des crimes de guerre, ainsi des vieillards égorgés dans les villages autour de Bamian⁹.

septembre 1982. Par ailleurs, le village d'Istalif (2 500 habitants) a été rasé par l'aviation soviétique du 12 au 10 octobre 1983, entraînant la mort de 376 personnes, *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 17 ; p. 4.

⁵ On pourrait ajouter, particulièrement pour ce qui est de l'armée soviétique, l'extrême brutalité des rapports entre soldats, la faible motivation (qui pousse par exemple à bombarder à l'aveugle plutôt qu'à se risquer à occuper le terrain). Pour des récits d'anciens d'Afghanistan voir Alexievitch (Svetlana), *Les cercueils de zinc*, Christian Bourgois Editeur, 1991 (traduit du russe par Wladimir Bérélowitch) et Gennady Bocharov, *Russian Roulette. The Afghanistan War through Russian Eyes*, Hamish Hamilton, 1991.

⁶ Les soldats avaient été capturés lors de la prise du poste de Tokham en avril 1989. Ce massacre n'est pas typique des pratiques des mojahiddin, qui ont généralement gardé les prisonniers pour pouvoir les échanger. Si les exécutions des miliciens et des officiers ont été fréquentes, les simples soldats étaient généralement épargnés. Il semble avéré que des islamistes étrangers ont eu un rôle dans cet incident.

⁷ 40 000 morts entre 1992 et 1996, d'après US Committee for Refugees, *World Refugee Survey*, 1997, pp. 124-125, mais tous les bombardements ne sont pas le fait du Hezb-i islami. Ce dernier a utilisé les bombardements pour empêcher la stabilisation de la situation et le travail du gouvernement provisoire.

⁸ Voir Amnesty International, *Afghanistan. Reports of Mass Graves of Taleban Militia*, November 1997, AI Index : ASA 11/11/97, London. Le rapport d'Amnesty ne mentionne pas les charniers dans les grands terrains immédiatement au sud de la ville où il est notoire que des centaines (des milliers ?) de corps ont été enterrés.

⁹ Témoignages recueillis à Bamian en avril 2 000.

Ces évènements, on pourrait en ajouter beaucoup d'autres, n'ont rien d'exceptionnels dans une guerre civile compliquée d'une invasion étrangère et ressortent de logiques multiples (ensauvagement des individus dans la guerre, pression sur les civils, vengeance etc.). Nous avons donc choisi de centrer notre analyse sur deux moments politiques déterminants, la plongée dans la guerre civile en 1979 et la reconstruction de l'Etat après 1992. En effet, dans ces deux phases, les massacres sont un bon révélateur de la nature des changements politiques. En prenant pour critère l'objectif, on distingue deux types de massacres. En premier lieu, certains massacres ont pour but de détruire un groupe particulier. En Afghanistan, cette pratique est limitée à la période 1978-79 et ce sont des groupes sociaux, et non ethniques, qui sont visés par l'Etat. En second lieu, l'objectif de certains massacres est la restauration d'un ordre inégalitaire. Ainsi, après 1992, la communauté Hazâra, une ethnie du centre de l'Afghanistan, a été victime de deux massacres importants, dont la fonction était essentiellement de restaurer la hiérarchie ethnique. La politisation de la société afghane, dans et par la guerre, et l'utilisation croissante de l'ethnicité comme argument de mobilisation dans les années quatre-vingt dix n'ont pas eu pour conséquence des pratiques de nettoyage ethnique comme dans les Balkans notamment.

Lutte des classes, guerre de races (1978-79)

« Et c'est ainsi que, tout naturellement, que vous allez retrouver le racisme - non pas le racisme de type proprement ethnique, mais le racisme de type évolutionniste, le racisme biologique – fonctionnant à plein dans les Etats socialistes (type Union soviétique), à propos des malades mentaux, des criminels, des adversaires politiques, etc. » Michel Foucault, *Il faut défendre la société*, Gallimard Seuil, 1997, p. 233.

Le coup d'Etat communiste d'avril 1978 a porté au pouvoir quelques milliers de militants communistes¹⁰. La répression devient rapidement brutale et généralisée. Pris dans une logique paranoïaque, le régime connaît des tensions internes très fortes et seule la protection soviétique sauve les leaders de la

¹⁰ On ne reviendra pas ici sur la nature de ce coup d'Etat. Rappelons seulement qu'on estime à 2 à 3 000 le nombre de militants communistes en 1978. Voir Louis Duprée,

tendance minoritaire¹¹. Les opposants politiques sont éliminés de façon systématique pour faire disparaître toutes les élites politiques non-communistes : assassinat de nombreux intellectuels et religieux dont Mohammad Ibrahim Mojaddidi¹² avec une partie de sa famille (19 janvier 1979), arrestations et exécutions d'anciens parlementaires, exécution en masse de plusieurs centaines d'islamistes détenus en prison le 4 juin 1979 etc. Le centre de Pul-i Charkhi (près de Kaboul), déjà utilisée comme prison politique sous Dâud, voit ses effectifs décupler et la mortalité des détenus est très forte¹³. Le 23 juin 1978, après une émeute dans le quartier chiite de Kaboul et l'assassinat de conseillers soviétiques, une rafle est effectuée. Environ 300 Hazâras pris au hasard sont emmenés près de Pul-i Charkhi et exécutés (enterrés vivants ou brûlés vives). Les chiffres publiés par le régime en septembre 1979¹⁴ et l'amnistie de février 1980 montrent que du 27 avril 1978 à la fin de 1979, 27 000 personnes ont été tuées dans cette seule prison¹⁵. La répression de la révolte d'Hérat a, pour sa part, entraîné probablement des milliers de morts par les bombardements et les exécutions massives qui ont suivi¹⁶. En 1992, un charnier de 2 000 victimes - mains attachées dans le dos et une balle dans la tête - a été retrouvé près de la ville. Peu à peu, quand les révoltes se généralisent, la répression devient indiscriminée, des villageois sont exécutés en groupe dans de nombreux endroits¹⁷. Il est probable que plus de cent mille personnes ont été tuées en quelques mois par le régime, bien qu'un bilan précis de la période khalqi soit impossible à établir aujourd'hui¹⁸. En effet, les exécutions étaient parfois secrètes, pour éviter des soulèvements et faire pression sur la

¹¹ Voir l'analyse de François Furet sur ce type de processus, *Penser la Révolution française*,

¹² Mojaddidi était l'ouléma le plus influent d'Afghanistan, à la tête d'un groupe informel de religieux conservateurs, le Khodam ul-Forqan, il s'était opposé aux mesures modernisatrices du pouvoir et disposait de la notoriété et des réseaux pour devenir la principale figure de l'opposition.

¹³ Témoignages...

¹⁴ En septembre 1979, les tensions au sein du courant khlaqi entre Taraki et Amin débouchent sur un affrontement ouvert. Taraki tente de faire assassiner Amin, mais ce dernier parvient à faire emprisonner Taraki, qui sera étranglé dans sa cellule. La publication des noms des disparus en prison s'explique par la volonté d'Amin de rejeter sur son prédécesseur la responsabilité de la répression.

¹⁵ Une première liste de 12 000 personnes a été complétée par une seconde de 7 000 quelques jours plus tard. Lors de l'amnistie de Karmal en 1980, il manquait encore des détenus, le total s'élèverait à 27 000 selon Michael Barry.

¹⁶ La fourchette est extrêmement large selon les sources, entre 5 et 25 000 morts. D'après un cadre du PDPA, le chiffre de 20 000 circulait au sein du parti (interview d'un cadre communiste réfugié en Allemagne, 1989).

¹⁷ Voir le cas du village de Kerala, où 216 villageois (hommes et adolescents) ont été exécutés par les forces gouvernementales et les corps enterrés dans une fosse commune. Voir *Les Temps Modernes*, juillet-août 1980 et Serge de Beaucreueil, op. cit., p. 76.

¹⁸ Olivier Roy parle de 50 000 à 100 000 victimes, *Afghanistan. Islam et modernité politique*, Paris, Seuil, 1985, p. 126. Les découvertes de ces dernières années laissent penser que l'hypothèse haute (plus de cent mille victimes) est probable.

famille des disparus, et les corps ont été enterrés dans des fosses communes, parfois dans des lieux tenus secrets. (La fin du régime communiste en 1992 a permis de découvrir des dizaines de celles-ci.)

Qu'est-ce qui explique le passage à une violence massive en 1978-79 ? Avant de tenter de répondre, il faut écarter deux hypothèses sur l'origine de la violence. Premièrement, la violence de l'Etat est chronologiquement première, elle ne s'explique pas par les soulèvements. La population avait une distance certaine par rapport à l'Etat mais, contrairement à une idée reçue, en Afghanistan la révolte ouverte était rare depuis les années cinquante car les tribus n'étaient plus en mesure de défier l'armée gouvernementale. De plus, le régime n'est pas, à l'origine, victime d'une hostilité de principe en dehors des milieux politisés ou religieux. Le régime peut même compter sur quelques soutiens chez les progressistes modernisateurs dans la lignée d'Amânullah¹⁹ ou chez les paysans sans terre qui pensent profiter d'une réforme agraire (par exemple au Laghmân). Les tribus, qui représentent un cadre de mobilisation et une certaine puissance militaire, restent calmes pendant les premiers mois, parfois jusqu'à l'invasion soviétique comme à Qandahâr. En dehors des villes, l'indifférence domine dans la plupart des cas : les événements qui prennent place à Kaboul, la chute de Zâher en 1973, celle Dâud en 1978, ne sont pas vécus comme une rupture de la vie quotidienne.

Deuxièmement, il n'y a pas de continuité réelle entre la répression menée par les Khalqis et celles des régimes précédents. La répression des opposants politiques est certes une pratique courante de tous les régimes afghans, dont aucun n'a été démocratique. L'Etat moderne a été fondé par Abdul Rahman Khan par la force, sinon par la terreur²⁰. Les communautés qui ont résisté à la volonté centralisatrice de l'amir ont été brisées par des campagnes militaires brutales et le système d'espionnage mis en place s'est perpétué sous différentes formes. Les révolutions de palais, puis les coups d'Etat, étaient le seul moyen d'accéder au pouvoir et il n'y a eu aucune transition véritablement pacifique entre deux chefs d'Etat (à l'exception de l'héritier d'Abdul Rahmân Khân, Habibullah, en 1901).

¹⁹ Amânullah (1919-1929) a tenté une expérience de modernisation inspirée du modèle turc, mais a été contraint d'abdiquer après la révolte de 1929.

²⁰ Voir par exemple, Jonathan Lee, « Abd al-Rahmân Khân and the 'Maraz ul-muluk' », *JRAS* 3, (1-2), 1991, pp. 209-242. Pour un témoignage d'époque, Frank A. Martin, *Under the Absolute Amir of Afghanistan*, Vanguard Books (PVT) Ltd., Lahore, Pakistan, 1998 (reprint).

Entre 1973 et 1978, le gouvernement de Dâud a mené une répression sévère contre les islamistes²¹ et les concurrents potentiels : Hâshem Maywandwâl, ancien premier ministre (1965-67), a été étranglé dans sa cellule. Il est vrai que, dès cette époque, le ministère de l'intérieur était noyauté par les communistes. Cet héritage autoritaire a certainement joué un rôle, mais la répression des communistes s'inscrit dans un autre projet politique et présente des différences notables avec celle des régimes précédents. En effet, le pouvoir prend pour cible des classes entières de la population²², notamment les notables, mollah et khân²³, qui sont arrêtés dans leur village et emmenés par la police pour être exécutés. Les récits recueillis concordent tous sur l'absence d'engagement politique de la plupart des notables arrêtés²⁴. C'est donc bien une classe comme telle que le pouvoir veut éliminer.

Qu'est-ce qui permet alors d'expliquer ce basculement dans la violence ? Une partie de la réponse tient au trajet social des militants communistes. Ceux-ci sont divisés en deux courants, Khalq et Parcham, mais le second est éliminé rapidement (il reprendra le pouvoir avec les Soviétiques), aussi la responsabilité des évènements de 1978-79 repose-t-elle avant tout sur les Khlaqis. Les jeunes militants de cette tendance ont généralement trajectoires sociales proches : provinciaux, pashtounes souvent détribalisés, issus de milieux pauvres ou de la petite bourgeoisie et éduqués (passés par le lycée ou l'université). Souvent coupés de leur famille pendant leurs études dans la capitale, sans véritable perspective d'ascension sociale car ils n'appartiennent pas aux élites, ils deviennent souvent fonctionnaires car il y a peu de postes susceptibles de les accueillir ailleurs et sont en conséquence fort mal payés. Ils vivent l'engagement politique comme une revanche sociale et on peut interpréter leur adhésion au parti comme une stratégie de groupe pour avoir accès aux ressources de l'Etat. La participation au parti est également une compensation à l'absence d'appuis familiaux, c'est pourquoi le parti, qui doit en théorie passer avant la famille, a des fonctions proches (le

²¹ 600 islamistes auraient été exécutés dans les prisons de Dâud, voir Tahir Amin, « Afghan Resistance, Past, Present, Future », *Asian Survey* XXIV (4), avril 1984.

²² Même si des groupes ethniques ou des tribus ont pu à certains moments être considérés comme des opposants par le régime.

²³ Le khân est un notable, propriétaire terrien en général, qui entretient par sa générosité un réseau d'obligés et joue souvent un rôle de relais entre l'administration et la population locale. Le mollah, parfois payé par la population, parfois bénévole, dirige la prière et donne une instruction religieuse aux enfants.

²⁴ Enquêtes notamment à Hérat et dans le Logar.

mariage est fréquent entre familles de militants). Leur idéologie est marquée par une vision scientiste du savoir et le mythe révolutionnaire comme refondation radicale des rapports sociaux. L'idéologie communiste et le modèle soviétique est également une justification de la violence de classe.

Cette vision de la société les prédisposent à l'utilisation de la violence, notamment par la racialisation des différences de classes et la déshumanisation des victimes qui facilite le passage au massacre. Le conflit majeur oppose ici les éduqués et le monde rural. Les Khalqis, comme beaucoup d'éduqués, méprisent l'univers rural auquel ils ne s'intègrent pas²⁵, tout en gardant, du point de vue des mœurs notamment - rôle de la femme par exemple - bien des traits culturels de leur milieu d'origine²⁶. Or, on sait que, historiquement, le racisme a d'abord été une idéologie de différenciation entre groupes sociaux (pour l'aristocratie par exemple). Ce discours repris par le marxisme sur fond de darwinisme social ne concerne pas des races au sens biologique, mais des groupes sociaux²⁷.

Plus qu'une idéologie politique particulière, c'est une vision du monde qui explique cette propension à la violence politique, c'est pourquoi le Hezb-i islami, dont c'est devenu un lieu commun de constater à quel point son recrutement social est proche de celui des Khalqis, a eu des pratiques assez proches. Les prisons dont il disposait au Pakistan, avec la complicité de l'Etat pakistanais, ont servi à torturer et à exécuter des milliers d'opposants, communistes ou militants des partis concurrents²⁸. A contrario, l'autre courant communiste, le Parcham, dont les militants étaient plus proches des élites, a eu une politique moins brutale.

Ce qui explique l'échec de ce programme, dont la logique ultime était la liquidation d'une partie de la population, est la faiblesse de l'Etat et son incapacité à contrôler effectivement la population, encore largement rurale, et solidement structurée (tribus, communautés villageoises ou autres). En dehors du milieu des

²⁵ Voir Pierre Centlivres et Micheline Centlivres-Demont, *op. cit.*, p. 234 et s. qui décrivent les relations entre la communauté villageoise et les fonctionnaires et Pierre Centlivres, *Chroniques afghanes*, Edition des archives contemporaines, 1998, notamment p. 110 et s.

²⁶ Voir Olivier Roy, le double code ...

²⁷ Pour une lecture marxiste du racisme comme « surdéterminé » par les structures sociales, voir Etienne Balibar, et Immanuel Wallerstein, *Race, nation, classe, Les identités ambiguës*, La découverte, 1997. Le livre de Louis Chevalier, *Classes laborieuses, classes dangereuses*, donne une bonne illustration de la racialisation des différences de classe.

²⁸ Ces informations commencent progressivement à émerger sur l'ampleur de ce qu'a été cette police parallèle, largement assurée de l'impunité. Une partie importante des nombreux assassinats politiques commis à Peshawar peut être attribué au Hezb-i islami.

éduqués, on constate ici l'absence de politisation effective, malgré de nombreux efforts du gouvernement. L'impact de la propagande est à peu près nul, le discours est incompréhensible pour la plupart. Seuls les militants sont mobilisés et les fonctionnaires qui choisissent d'obéir par peur ou par calcul. La répression repose donc uniquement sur une petite élite de militants appuyée sur des forces de répression. Il n'y a pas de participation populaire et les efforts du gouvernement, par exemple pour jouer sur les antagonismes communautaires se soldent systématiquement par des échecs dans cette période. Ce type de massacres ne durent donc que quelques mois en Afghanistan et la période d'occupation soviétique cherche d'abord la pacification de la société rurale²⁹. Ces massacres ont eu un retentissement considérable dans la société et ont déterminé la révolte et le sens de celle-ci. En effet, l'Etat a perdu toute légitimité, et concrètement en liquidant les notables tout visage acceptable dans les campagnes, ce qui a rallié l'ensemble de la population à une interprétation religieuse du conflit, le jihâd. La violence de l'Etat a eu pour effet de discréditer tout projet réformiste (statut de la femme, alphabétisation, réforme agraire).

Le massacre comme réaffirmation de la hiérarchie ethnique

« La possibilité d'un équilibre interethnique ne réside donc pas dans une quelconque uniformité du champ social, mais dans une sorte de consensus implicite quant à la nature et aux relations de ses constituants, équilibre toujours fragile que l'évolution historique et économique bouscule et que les périodes de crise remettent en question. » Pierre Centlivres, « Identité et image de l'autre dans l'anthropologie populaire », in *Et si l'on parlait de l'Afghanistan*, Editions de la MSH, 1988, p. 43.

Il y a eu peu de massacres visant explicitement une ethnie³⁰ et la plupart ont été dirigés contre les Hazâras, notamment en 1993 et 1998. Entre 1992 et

²⁹ Sur la stratégie de contre-insurrection des Soviétiques voir Dorronsoro, Gilles, « », in Chaliand, Gérard, *Stratégie de la ...*

³⁰ On compte généralement quelques macro-ethnies en Afghanistan avec une évaluation approximative de leur importance numérique : Pashtounes, Tâjiks, Hazâras, Ouzbeks, Turkmènes, Balouches, Nouristanis. Sur la complexité des identités ethniques dans la région voir, *Le fait ethnique en Iran et en Afghanistan*, Digard, Jean-Pierre (dir.), Presses du CNRS, 19...

1996, Kaboul est divisée entre différents groupes armés qui s'opposent ou s'allient selon la conjoncture. Le 11 février 1993, les troupes de Saryyaf et de Masud lancent une attaque contre le parti chiite Hezb-i wahdat qui perd le contrôle d'Afshâr, un quartier à l'ouest de Kaboul. Les troupes victorieuses sont livrées à elles-mêmes et de nombreux civils (deux ou trois cents ?) sont massacrés par les troupes de Sâyyaf et de Masud jusqu'au 14 février. Des témoignages affirment que les mojahiddin sont entrés dans les maisons et ont commis diverses atrocités (viols, assassinats, mutilation des corps etc.)³¹.

En 1998, lors de la deuxième prise de Mâzar, des centaines de civils Hazâras sont massacrés par les Tâlebân. Les témoignages sont concordants sur les faits. Les Tâlebân ont pris la ville et se sont livrés pendant les jours qui ont suivi à une véritable chasse aux Hazâras, pénétrant dans les maisons pour chercher et exécuter les hommes en âge de combattre. Le nombre de victimes est probablement de l'ordre de plusieurs centaines. Les corps ont été laissés dans les rues pendant plusieurs jours, puis les Tâlebân ont exigés de certains habitants de ramasser les cadavres qui ont été mis dans les fosses communes qui avaient servi l'année d'avant pour les corps des prisonniers massacrés par les forces de Malik après la première prise de la ville en 1997³². Toujours d'après les témoignages, les exécutions se sont faites sur l'appartenance ethnique/religieuse (souvent considérée comme équivalente), le phénotype hazâra n'étant pas très repérable, surtout dans le Nord (présence d'Ouzbeks). Le niveau de responsabilité est difficile à cerner. En tout cas rien n'indique qu'il y ait eu des ordres directs de mollah Omar (le leader des Tâlebân) en ce sens³³. Le fonctionnement des Tâlebân est relativement peu centralisé sur un plan militaire. De plus, il est fort possible que les fondamentalistes pakistanais (et qui seraient responsables de la mort des Iraniens présents à Mazar-i Sharif) ont joué un rôle. Cela expliquerait que les Hazâras chiites, qui n'étaient pas les premiers responsables des massacres de 1997, aient été les seuls à être visés (aucun événement comparable n'a eu lieu pour les Ouzbeks).

Qu'est-ce qui permet d'expliquer ces massacres ?

³¹ Voir Gille, Etienne, « Crimes à Afchâr », *Les nouvelles d'Afghanistan*, n° 60, 1993, p. II.

³² Témoignages recueillis à Mazar-i Sharif, avril 2 000 et au Pakistan en 1999.

³³ Les rumeurs qui font état d'un message radio direct de mollah Omar ordonnant le massacre ne sont pas avérées et me semble contraire à sa ligne idéologique constante qui a systématiquement appelé à un traitement correct des prisonniers et à la protection de la vie des civils. Voir les décrets de mollah Omar ...

Le premier point à souligner est que ces massacres ne s'expliquent pas par une volonté d'extermination du groupe ou de nettoyage ethnique. En effet, il est important de dire qu'il n'y a pas eu de nettoyage ethnique en Afghanistan, même si ponctuellement des groupes récemment installés ont été victimes de pression de leurs voisins qui convoitaient leurs terres. Les populations visées par des massacres ont pu se réinstaller au même endroit par la suite. Ces massacres ne s'expliquent pas par une volonté d'extermination, ni de façon finalement surprenante par un nettoyage ethnique comme on a pu le voir dans les Balkans. En effet, et la remarque n'est pas uniquement valable pour les Hazâras, il n'y a pas eu de tentative systématique pour déplacer les populations. Ainsi, après les affrontements à Bamian, les Hazâras ont-ils regagné leurs villages, de même, il n'y a pas eu de départ des Hazâras après les massacres à Mazar-i Sharif (et la stabilisation de la situation militaire rend les déplacements de moins en moins possibles). D'abord, les partis dominants se sont généralement opposés à ce glissement en raison d'une idéologie religieuse qui fait obstacle au nationalisme et à la discrimination ouverte sur une base raciale (et c'est bien le problème des Hazâras d'être aussi chiite, qui permet l'expression des discriminations). Ensuite, l'ethnisation a été quand elle s'est produite, le fait des minoritaires (Hezb-i wahdat pour les Hazâras, Jumbesh pour les Ouzbeks).

Au bas de la hiérarchie ethnique en Afghanistan, les Hazâras sont la référence négative par excellence. L'anthropologie populaire classe hiérarchise les groupes et organise les rapports entre eux, les proverbes notamment les montrent comme sales, de mœurs douteuses etc.³⁴. Aucun groupe ne leur donne de fille à marier, ils occupent des positions dévalorisées (cuisinier, manœuvre, boucher etc.). Leur appartenance au chiisme est un élément supplémentaire de marginalisation. En pratique un Hazâra sunnite ne se dira pas Hazâra, mais tâjik. Pour les sunnites, leur appartenance au chiisme leur a permis de les déclarer kafir, ce qui rend licite la mise à mort ou la mise en esclavage. Des esclaves Hazâras ont été vendus sur les marchés à Kaboul jusqu'au début du siècle. Originaire d'une région centrale pauvre, la communauté hazâra est présente dans les villes (Kaboul, Mazar) où elle détenait certains travaux peu prisés (boulangers, manœuvres etc.).

³⁴ Pierre Centlivres « Identité et image de l'autre dans l'anthropologie populaire », in op. cit. pp. 31-44.

Or, la communauté hazâra pendant la guerre s'est mobilisée, armée et a tenté de peser sur les équilibres politiques, notamment après la chute de Kaboul en occupant des quartiers notamment à Kaboul et à Mazar. Le nationalisme hazâra, se forme dans les années soixante, notamment par les communautés hazâra au Pakistan et en Iran. Le nationalisme hazâra se fonde largement sur l'exaltation de la race (les Hazâras sont considérés comme descendant des armées de Gengis Khân) et l'irédentisme (par rapport aux terres prises par les Pastounes à la fin du XIX siècle). La guerre, si elle élimine les nationalistes laïques va voir ressurgir la spécificité hazâra, notamment par le rapport privilégié avec l'Iran (alors que les chiites non-hazâra ont de mauvaises relations avec l'Iran). Les oulémas hazâra qui dirigent les partis sont nationalistes et la formation du Hezb-i wahdat en 1990 se fait explicitement dans l'idée de négocier la place des Hazâra dans les futurs équilibres politiques après le retrait soviétique. Les Hazâras peuvent compter sur deux phénomènes. Premièrement, le gouvernement communiste a encouragé une présence importante des Hazâras dans l'administration (le premier ministre hazâra, Sultan Ali Kesmand etc.). Deuxièmement, en raison de l'exode rural, les Hazâras sont devenus des urbains, notamment à Kaboul et à Mazar-i Sharif. La guerre est donc pour les Hazâras l'occasion d'accéder au rang de partenaire majeur sur un plan politique et social.

Quelle est l'importance du facteur proprement chiite ou pour le dire autrement s'agit-il ? La politique des Tâlebân n'a pas été particulièrement anti-chiite, en tout cas beaucoup moins que certains groupes de la résistance dans les années précédentes, notamment l'Ettehad et le Hezb-i islami (Khâles), qui les avaient exclus de la société politique (pas de droit de vote aux femmes et aux chiites). Les Hazâras vivant dans les régions contrôlées par les Tâlebân depuis plusieurs années ne subissent pas d'oppression particulière et sont libres sous certaines conditions de pratiquer leur religion (ils ne sont pas considérés comme kafir). En pratique, les Tâlebân ont utilisé les oulémas chiites vaincus comme relais du pouvoir pour pouvoir contrôler le Hazârajat à moindre coût.

La cause probable des massacres, en dehors du contexte immédiat, est donc bien l'illégitimité des Hazâras à se poser comme interlocuteur politique et à briser ainsi la hiérarchie ethnique. Il n'y a pas de volonté de mettre fin à une situation de coexistence multiethnique cette tolérance est rendue possible parce

que les communautés sont hiérarchisées, c'est ce que rappelle brutalement les massacres dont sont victimes les Hazâras. Les massacres sont donc essentiellement dans une logique de reconquête intérieure qui n'est pas sans rappeler les campagnes d'Abdul Rahmân Khân à la fin du XIX siècle. De plus, les Hazâras ont été vaincus par les Pashtounes lors des campagnes menées par Abdul Rahman Khan à la fin du XIX siècle³⁵.

Conclusion

On peut donc distinguer deux types de relations inter-groupes. D'un côté, les perceptions qui organisent les rapports, même inégalitaire, et de l'autre le glissement moderne à une idéologie d'élimination.

Les massacres de 1979 s'inscrivent dans une logique de génocide avec une racialisation des différences de classe et une déshumanisation de l'adversaire, par contre les massacres de la période post-étatique, contre les Hazâras, a correspondent à une logique de reconstruction de réaffirmation de la hiérarchie ethnique qui avait été mise à mal par la guerre. Après 1979 on revient à une gestion plus traditionnelle du pouvoir par la loi ou plutôt par la hiérarchie. De ce point de vue c'est bien l'idée de hiérarchie (voir aussi l'empire ottoman) et non l'idée d'ennemi intérieur qui est essentiel. La stigmatisation des Hazâras n'implique pas de purge, de nettoyage ethnique mais la réaffirmation de leur position dominée. Quand les sociétés sont ouvertement hiérarchisée, le passage aux massacres d'extermination est moins probable.

³⁵ Voir Hasan Kakar, *The Pacification of the Hazâras of Afghanistan*, New York, Afghanistan Council, The Asia Society, 1973.

Bibliographie

- Agamben, Giorgio, *Homo Sacer, le pouvoir souverain et la vie nue*, Seuil, 1997.
- Amnesty International, *Afghanistan. Reports of Mass Graves of Taleban Militia*, November 1997, AI Index : ASA 11/11/97, London.
- Arnold, Anthony, *Afghanistan's Two-Party Communism : Parcham and Khalq*, Hoover Institution Press, Stanford University, Stanford, California, 1983.
- Balibar, Etienne, et Wallerstein, Immanuel, *Race, nation, classe*, La Découverte, 1997.
- Barry, Michael, *Le royaume de l'insolence*, Paris, Flammarion, 1994.
- Beaurecueil, Serge de, *Chronique d'un témoin privilégié, t. I 1979 : la terreur*, CEREDAF, 1989.
- Centlivres, Pierre et Centlivres-Demont, Micheline, *Et si l'on parlait de l'Afghanistan*, Editions de la MSH, 1988.
- Dorronsoro, Gilles, *La révolution afghane*, Paris, Karthala, 2000.
- Foucault, Michel, *Il faut défendre la société*, Gallimard-Seuil, 1997.
- Histoire de la sexualité I. La volonté de savoir*, Gallimard, 1976.
- Jonassohn, Kurt et Björnson, Karin Solveig, *Genocide and Gross Human Rights Violations in Comparative Perspective*, Transaction Publishers, 1998.
- Kiernan, Ben, *Le génocide au Cambodge. 1975-1979. Race, idéologie et pouvoir*, Gallimard, 1996.